

# PANORAMA

N° 4 | 2017

## Activité indépendante

Qui sont les créateurs d'entreprises? Quels sont les organismes qui leur proposent du soutien? Comment les écoles professionnelles encouragent-elles l'entrepreneuriat? Pourquoi y a-t-il si peu de protection sociale pour les travailleurs indépendants?



### Qualité de la formation en entreprise

De plus en plus de branches s'engagent en la matière. | p. 14

### Des selfies pour s'orienter vers une profession

L'appli Berufs-Check du Centre d'orientation de carrière de Zurich permet aux jeunes de se voir dans différentes tenues de travail. | p. 20

### «Toute personne peut être exposée à des risques d'e-réputation»

La sociologue Constance Georgy souligne la nécessité de soigner son profil en ligne. | p. 26



## «Nous ne sommes pas sortis de la société du salariat»

La numérisation et la globalisation vont-elles impacter le marché du travail au point de remettre en question le modèle salarial dominant? Les chauffeurs Uber sont-ils de faux indépendants? Quid de la protection sociale pour les travailleurs établis à leur compte? Ces questions ont été posées au professeur Jean-Michel Bonvin.

Interview: Christine Bitz, rédactrice de PANORAMA

**PANORAMA:** On entend régulièrement que les mutations actuelles du marché du travail vont conduire au déclin du salariat et au déploiement de l'activité indépendante. Qu'en est-il réellement?

Jean-Michel Bonvin: Dans de nombreux autres pays européens, on observe effectivement une légère augmentation de 2 à 3% du nombre d'indépendants. Ce n'est pas encore le cas en Suisse, où la proportion de travailleurs indépendants tend à stagner entre 12 et 14%. Aux États-Unis, pays dans lequel la numérisation a pris beaucoup d'ampleur, des études annoncent un taux de 30% d'indépendants à l'horizon 2025-2030. Je demande à voir. Il me paraît prématuré d'affirmer que nous sommes sortis de la société du salariat.

**Plus largement, quels sont les impacts de la globalisation et de la numérisation sur l'activité salariée et l'activité indépendante?**

Les effets sont assez semblables. Ils sont doubles en constituant, pour certains, une opportunité et, pour d'autres, un risque de précarisation par une mise en compétition et une pression accrue sur les conditions de travail. L'économie de la connaissance et l'économie globale ne semblent pas en mesure d'intégrer tout le monde. Face à la globalisation et à la numérisation, il y a des gens mieux armés, mieux formés, qui peuvent en profiter. Les personnes peu qualifiées et plus vulnérables auront par contre plus de

peine. Pour ces dernières, l'activité indépendante représente soit une non-opportunité, soit une solution de moindre qualité, comme c'est le cas pour les faux indépendants.

**Qu'est-ce que la fausse indépendance?**

Sur un plan formel, les faux indépendants exercent bien une activité indépendante mais au service d'une seule entreprise qui a externalisé certaines tâches sortant de son cœur de métier. La prestation de mandat remplace alors le salariat et les charges sociales. On peut prendre l'exemple de la conciergerie, activité périphérique, qui se voit externalisée au moyen d'un contrat de mandat. Les métiers considérés comme

périphériques sont ceux que l'on retrouve communément dans cette zone de fausse indépendance.

**Autre exemple: Uber...**

Le cas d'Uber est un peu différent, mais il est vrai que l'«ubérisation» incarne aussi cette forme de précarisation. Uber crée un statut hybride sur la base d'une offre de services disponibles via une application. Uber impose des conditions précaires de travail, notamment en termes d'heures à effectuer et de salaire. La société se positionne généreusement sur le prix des courses. Tout cela rend l'exercice du statut d'indépendant problématique et précaire. Pour vivre de ce type d'activité, il est nécessaire de travailler beaucoup. L'«ubérisation»

### Indépendant vs salarié: comparaison des situations

Les indépendants travaillent en moyenne cinq heures de plus par semaine. Leur motivation ainsi que leur marge de manœuvre (en termes notamment de planification, d'exécution et de décision) sont plus importantes que celles des salariés. Ils se disent également bien portants, même si une personne interrogée sur cinq évoque un problème de santé s'étalant sur une période de plus de six mois. Ce sont là quelques résultats auxquels aboutit une récente étude de la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse (FHNW), mandatée par le SECO et fondée sur l'«European Working Conditions Survey», qui compare les activités indépendantes et salariées en Suisse. Les auteurs y présentent deux formes atypiques du travail indépendant: d'une part, le *gig work* exercé dans un bref délai, de manière quotidienne ou plurihebdomadaire; d'autre part, les *contractors* (ou agents contractuels, équivalant aux faux indépendants cités par Jean-Michel Bonvin), dont au moins 75% de l'activité est effectuée pour un même mandant. *cbi*

Pekruhl, U., Vogel, Ch. (2017): *Selbständig-erwerbende in der Schweiz*. Berne, SECO.

constitue à mon sens une opportunité de qualité très discutable. On pourra objecter que mieux vaut un emploi chez Uber que le chômage de longue durée, mais je ne pense pas qu'exercer une telle activité soit souhaitable sur le long terme.

### En tant qu'appoint, est-ce que ce type d'activités a plus de sens?

Il est clair que compléter son revenu par une activité indépendante d'appoint peut avoir du sens au plan économique. On observe d'ailleurs, en Suisse et dans les autres pays, une hausse de l'activité indépendante d'appoint. Cette dynamique peut toutefois induire des effets pervers, notamment en termes d'hypersollicitation et d'intensification du travail. Il faut savoir que pendant les Trente Glorieuses, de nombreuses entreprises payaient un salaire familial qui tenait compte des charges de famille. Cette pratique a aujourd'hui complètement disparu: le salaire est de plus en plus lié à la performance et détaché d'éléments relevant du statut et de la situation familiale. Ces éléments, pour la plupart, n'ont pas été compensés, ce qui pousse certaines personnes à chercher des revenus d'appoint.

### Pourquoi y a-t-il si peu de protection sociale pour le travailleur indépendant?

Les assurances sociales ont été construites dans le cadre d'une société salariale, avec un système de cotisations paritaires qui donne lieu à une palette étendue de protections sociales pour le salarié. Pour l'indépendant, celle-ci est par contre beaucoup plus limitée. Ce dernier doit assumer souvent seul le risque financier. Il est dans une meilleure position pour saisir les opportunités mais, s'il échoue, les conséquences de l'échec lui sont imputées plus largement. Cette faible protection s'explique sans doute aussi par une question de coût du travail: en répercutant l'entier des charges sociales sur le travail indépendant, celui-ci deviendrait moins attractif.

### Comment adapter le système d'assurances sociales à ces évolutions?

Deux problèmes sont à prendre en compte dans la réflexion. Le premier a trait à la



Jean-Michel Bonvin est professeur ordinaire en politiques sociales et vulnérabilités à l'Université de Genève.

conception du droit social suisse, le second au dialogue social. Le droit social prévoit des droits étendus pour les salariés et des droits plus limités pour les indépendants. Les statuts hybrides constituent une sorte de zone grise dans le droit suisse. Plus ils se développeront, plus le droit devra s'adapter afin de protéger les personnes en situation de faux indépendants. Quelle protection offrir pour pallier les risques de la vie? La question est centrale; le droit social doit y réfléchir de manière approfondie. Or, à la lecture du récent rapport de la Confédération sur la numérisation, il semble que la posture privilégiée va plutôt dans le sens du statu quo.

### Qu'en est-il du dialogue social?

En Suisse, la régulation du marché du travail passe surtout par les conventions collectives, notamment en ce qui concerne la durée du travail et les salaires. Or, avec ces nouveaux statuts d'indépendants, il est plus difficile d'assurer le dialogue social et de garantir une mobilisation collective visant à défendre les droits de ces personnes. Dans le dialogue social, patrons et travailleurs négocient. Si l'une des deux parties n'arrive pas à se rassembler, elle ne peut être représentée à la table de négociation et le risque existe ainsi de voir perdurer des conditions précaires de travail. Le statut indépendant ne favorise pas la solidarité collective mais plutôt la débrouille individuelle.

## Berufliche Selbstständigkeit

Wer sind die Gründer/innen, und wer unterstützt sie?  
Wie fördern die Berufsfachschulen «Entrepreneurship»?  
Warum sind Selbstständige so schlecht abgesichert?



### Qualität der betrieblichen Ausbildung

Immer mehr Branchen engagieren sich. | Seite 14

### Selfies für die Berufsfindung nutzen

Eine App führt durch das Laufbahnzentrum Zürich. | Seite 20

### «Heute ist jedermann Online-Reputationsrisiken ausgesetzt»

Constance Georgy über den Zwang, sein Profil zu pflegen. | Seite 28



## «Die Arbeitnehmergeellschaft ist noch nicht am Ende»

Bringen Digitalisierung und Globalisierung das gängige Erwerbs- und Arbeitsmarktmodell ins Wanken? Sind Uber-Fahrer Scheinselbstständige? Wie steht es um den sozialen Schutz der Selbstständigerwerbenden? Diese Fragen stellte PANORAMA Jean-Michel Bonvin, Professor für Sozialpolitik in Genf.

Interview: Christine Bitz, PANORAMA-Redaktorin

**PANORAMA:** Man hört immer wieder, dass sich der Arbeitsmarkt vom Arbeitnehmer-Modell hin zum Selbstständigen-Modell verlagert. Ist das so?

Jean-Michel Bonvin: In vielen europäischen Ländern hat die Zahl der Selbstständigerwerbenden tatsächlich um etwa zwei bis drei Prozent zugenommen. In der Schweiz ist das zurzeit noch nicht der Fall. Hier liegt der Anteil der Selbstständigerwerbenden konstant bei 12 bis 14 Prozent. Für die USA, wo die Digitalisierung weit fortgeschritten ist, wird für den Zeitraum 2025–2030 ein Selbstständigen-Anteil von 30 Prozent prognostiziert. Ob diese Vorhersage stimmt, wird sich zeigen. Mir scheint es noch zu früh, vom Ende der Arbeitnehmergeellschaft zu sprechen.

**Wie wirken sich Globalisierung und Digitalisierung auf Arbeitnehmende und Selbstständigerwerbende aus?**

Die Auswirkungen der Globalisierung und der Digitalisierung auf Arbeitnehmende und auf Selbstständige sind ziemlich ähnlich. Sie sind ein zweischneidiges Schwert: Für die einen bedeuten sie neue Chancen, für die anderen prekärere Arbeitsverhältnisse, weil sich der Wettbewerb verschärft und die geltenden Arbeitsbedingungen zunehmend unter Druck geraten. Die Wissensgesellschaft und die globalisierte Wirtschaft scheinen nicht in der Lage, alle Menschen zu integrieren. Personen, die besser ausgebildet und somit besser für die Globalisierung und Digitalisierung gerüs-

tet sind, können davon profitieren. Gering qualifizierte Personen und die Schwächsten der Gesellschaft werden hingegen darunter leiden. Für sie ist eine selbstständige Erwerbstätigkeit entweder gar keine oder eine schlechtere Option, etwa im Falle einer Scheinselbstständigkeit.

**Was bedeutet Scheinselbstständigkeit?**

Scheinselbstständige sind zwar der Form nach selbstständig tätig, arbeiten aber im Auftrag eines einzigen Unternehmens, das gewisse Aufgaben, die nicht seinem Kerngeschäft entsprechen, auslagert. Anstelle des Angestelltenverhältnisses mit garantierten Sozialleistungen tritt also ein Auf-

tragsverhältnis. Ein Beispiel ist etwa der Hausdienst, der als Randtätigkeit mittels Dienstleistungsvertrag outgesourct wird. Gerade in Berufen, die als Randtätigkeiten gelten, ist Scheinselbstständigkeit häufig.

**Ein weiteres Beispiel ist Uber.**

Der Fall Uber ist ein bisschen anders gelagert, aber es stimmt, dass die «Uberisierung» ebenfalls für diese Form der Prekarisierung steht. Uber schafft mit einem Dienstleistungsangebot über eine App eine Zwischenform zwischen Arbeitnehmendem und Selbstständigem. Das Unternehmen gibt prekäre Arbeitsbedingungen vor, insbesondere in Bezug auf die Arbeits-

### Selbstständige und Arbeitnehmende im Vergleich

Selbstständigerwerbende arbeiten pro Woche im Durchschnitt fünf Stunden mehr. Ihre Motivation und ihr Entscheidungs- und Handlungsspielraum sind grösser als diejenigen von Arbeitnehmern. Der Gesundheitszustand von Selbstständigen ist ebenfalls gut, auch wenn jeder Fünfte von ihnen angibt, an gesundheitlichen Problemen von mehr als sechs Monaten Dauer zu leiden. Zu diesen Ergebnissen kommt eine Studie, welche die Fachhochschule Nordwestschweiz (FHNW) im Auftrag des SECO durchgeführt hat. Die Studie vergleicht die Situation von Selbstständigerwerbenden und Arbeitnehmenden in der Schweiz auf der Grundlage des «European Working Conditions Survey». Die Autoren stellen auch zwei atypische Formen der Selbstständigkeit vor: Gig Workers, die täglich oder mehrmals pro Woche kurzfristige Arbeitseinsätze leisten, und Contractors, die mindestens 75 Prozent ihrer Arbeitszeit für einen einzigen Auftraggeber aufwenden. Letztere sind identisch mit den von Jean-Michel Bonvin erwähnten Scheinselbstständigen. *cbi*

*Pekruhl, U., Vogel, Ch. (2017): Selbstständigerwerbende in der Schweiz. Bern, SECO.*

zeit und den Lohn, und schöpft grosszügige Anteile von den Fahrpreisen ab. Das macht den Selbstständigenstatus problematisch. Um von dieser Tätigkeit leben zu können, muss man viele Stunden arbeiten. Die «Uberisierung» ist meiner Meinung nach eine qualitativ sehr fragwürdige Entwicklung. Man kann einwenden, dass eine Arbeit für Uber immer noch besser sei als Langzeitarbeitslosigkeit, aber ich finde nicht, dass ein solches Tätigkeitsmodell langfristig wünschenswert ist.

**Ist eine solche Tätigkeit also eher als Nebenjob geeignet?**

Es ist klar, dass es wirtschaftlich sinnvoll sein kann, das Einkommen durch einen selbstständigen Nebenerwerb aufzustocken. In vielen Ländern, auch in der Schweiz, lässt sich eine Zunahme solcher Nebenerwerbstätigkeiten beobachten. Diese Dynamik hat aber auch eine Kehrseite, die sich beispielsweise in beruflicher Überbelastung und höherer Arbeitsintensität äussert. Während des Nachkriegsbooms zahlten viele Unternehmen ihren Arbeitnehmenden «Familieneinkommen», die auf den Unterhalt einer Familie ausgerichtet waren. Dieses Denken ist heute vollkommen verschwunden. Der Lohn ist immer häufiger an die Leistung gekoppelt und losgelöst von Kriterien wie Status oder Familiensituation. Der Verzicht auf diese Kriterien wurde grösstenteils nicht kompensiert, weshalb einige Arbeitnehmende zusätzliche Verdienstmöglichkeiten suchen.

**Warum ist der soziale Schutz für Selbstständigerwerbende so schlecht?**

Die Sozialversicherungen wurden für eine Arbeitnehmergeellschaft geschaffen. Das paritätische Beitragssystem bietet Arbeitnehmenden ein umfangreiches soziales Sicherheitsnetz. Für Selbstständige ist dieses Netz viel kleiner. Meistens tragen sie die finanziellen Risiken alleine. Sie haben zwar mehr Möglichkeiten, Chancen zu ergreifen, doch wenn sie scheitern, müssen sie die Folgen weitgehend alleine tragen. Nicht zuletzt ist der geringe Schutz auch eine Frage der Arbeitskosten. Müss-



Jean-Michel Bonvin ist Professor für Sozialpolitik und Vulnerabilitätsforschung an der Universität Genf.

ten Selbstständige die gesamte Sozialversicherungslast tragen, wären ihre Angebote weniger attraktiv.

**Wie soll das Sozialversicherungssystem angepasst werden?**

Das Sozialversicherungsrecht räumt Arbeitnehmenden mehr Rechte ein als Selbstständigerwerbenden, und Zwischenformen sind eine Grauzone. Sind aber solche Formen auf dem Vormarsch, muss das Recht angepasst werden. Die zentrale Frage ist: Welcher Schutz vor welchen Risiken des Lebens soll gewährt werden? Darüber müssen wir ganz grundsätzlich nachdenken. Der aktuelle Bericht des Bundes über die digitale Wirtschaft deutet aber eher darauf hin, dass alles beim Alten bleiben soll.

Kommt dazu, dass es mit den neuen Selbstständigkeitsmodellen schwieriger ist, ein Kollektiv für die Durchsetzung von Rechten zu mobilisieren. Im sozialen Dialog verhandeln Arbeitgebende und Arbeitnehmende miteinander. Kann eine dieser beiden Parteien nicht als Kollektiv zusammenfinden, ist sie am Verhandlungstisch nicht vertreten und riskiert, dass prekäre Arbeitsbedingungen bestehen bleiben. Selbstständige Erwerbstätigkeit ist der kollektiven Solidarität nicht förderlich, sie begünstigt eher das Einzelkämpfertum.